

Forum « INSTRUIRE »

Samedi 4 février 2012, Maison de la Chimie

Discours d'ouverture par François Bayrou

Bonjour à tous.

Comme vous le savez, je le redirai cet après-midi, cette rencontre autour de l'école, de l'Éducation nationale, est très importante pour nous, pour ceux parmi vous qui vont nous apporter tout au long de la journée leur expérience dans les tables rondes de ce forum.

C'est une rencontre très importante pour nous parce que nous avons l'intention d'installer le verbe « instruire » au cœur de la campagne électorale comme nous avons installé le verbe « produire ».

Produire en France, Instruire en France.

Nous considérons que les deux verbes produire et instruire, sont intimement liés c'est-à-dire qu'il n'y a pas de « réarmement » productif du pays si, en même temps, il n'y a pas un « réarmement » éducatif.

L'un soutient l'autre et l'un et l'autre sont liés comme une condition nécessaire pour la réussite du projet.

Bien entendu, si nous avons choisi d'installer le verbe instruire au cœur de la campagne électorale, comme nous avons installé le verbe produire, c'est parce qu'il y a là les deux questions les plus lourdes, à beaucoup d'égards inquiétantes pour la France et pour la République c'est-à-dire pour notre pays et ses idéaux.

Ces deux questions sont en même temps les deux sources de frustration parce qu'un pays comme le nôtre ne peut pas accepter l'effondrement de son système productif et il ne peut pas accepter les échecs : 40 % d'enfants qui ne maîtrisent pas la lecture comme il faudrait à la sortie de l'école primaire, 15 % d'entre eux qui ne savent pas déchiffrer comme il faudrait. 150000 jeunes sortent sans formation du système scolaire et, comme chacun le comprend bien, ce sont les mêmes qui sont en difficultés à la fin de l'école primaire et qui se retrouvent ensuite, parce qu'il ont été tout au long de ces années, au fond, des passagers sans espoir sur le grand navire de l'éducation, sans solution pour leur vie, et ce dans un temps où les exigences de connaissance, de repérage dans les informations diverses et variées, l'existence par l'écrit -songez tout simplement à Internet- se font de plus en plus importantes.

Donc il y a là, vous le voyez bien, un problème vital pour la société française, pour notre pays, pour ce que nous croyons, pour ce qu'il est, pour ce que nous voulons et devons en faire, pour lui rendre la force de la vitalité, l'envie qui font les organismes vivants et les grands pays.

Voilà l'objet de cette rencontre aujourd'hui.

Je vais écouter avec soin tout ce qui va se dire. Je dois vous indiquer à l'avance que, dans mon discours de cet après-midi, je ne traiterai pas, sauf pour l'entrée, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Je consacrerai un discours important à ces deux thèmes spécifiquement parce que dans le temps qui nous est imparti par les ondes, il est difficile dans cinquante minutes, de traiter des deux grands sujets que sont l'école, le collège et le lycée, leurs relations avec la vie active,

avec l'économie, l'apprentissage et de traiter aussi Enseignement supérieur et Recherche.

Je remercie au passage les chaînes de télévision d'être là et je les remercie d'avoir pris en compte la remarque que Marielle de Sarnez a faite en notre nom, à savoir que la période dans laquelle nous sommes devrait être, et selon les règles du CSA, une période d'équité.

Équité, cela veut dire « équilibre et justice ».

Permettez-moi de rappeler en quelques minutes que la monopolisation de toutes les émissions et de toutes les ondes par deux candidats et deux seuls, le candidat du PS et celui de l'UMP, ce n'est pas l'équité, ce n'est pas la justice, de dire que la France a besoin de pluralisme, qu'il y a des règles pour cela et que nous avons bien l'intention de les faire respecter avec l'aide et la coopération des télévisions qui sont là.

Je dis simplement en deux mots que nous avons déjà assisté à beaucoup de reprises à la tentative, au cours des élections présidentielles successives, de faire croire aux Français qu'en fait, il n'y avait pas de premier tour, que le premier tour était une formalité et que c'était seulement l'affrontement que l'on prédit ou que l'on prévoit pour le deuxième tour auquel, en vérité, on voudrait forcer les électeurs à chaque élection, c'est-à-dire l'affrontement entre le candidat du PS et celui de l'UMP.

Eh bien cela, ce n'est pas le pluralisme et les Français ne se laisseront pas enlever la liberté de choix qui est leur véritable pouvoir sur cette élection.

Comme disent les plus jeunes d'entre nous, c'est-à-dire pour beaucoup d'entre nous nos enfants, ils ne se laisseront pas enlever cette liberté de choix, "même pas en rêve" !

Voilà les quelques observations, celle-ci était une incidente pour simplement faire une remarque sur l'actualité, que je voulais faire à l'ouverture de cette rencontre.

En réalité ce sujet Instruire, s'énonce comme les problèmes d'éducation et de formation et, en vérité, c'est le problème central de la France et de la République, de notre pays et de ses idéaux, ceux qui nous font vivre ensemble, et c'est pourquoi nous allons le mettre au centre de la campagne électorale.

Les autres seront obligés naturellement, nous le croyons, comme cela s'est passé pour le « produire », de nous rejoindre sur cette préoccupation pour le plus grand bien de l'école, de ceux qui la portent, des parents et des élèves qui la font vivre.

Merci à tous.